

Vingt ans après. Quel avenir pour l'Europe ?

Ces dernières années, les événements ont marché très vite. Voyons les choses en face. Fin 2011, c'est toute la vision que nous avons de notre avenir qui s'effondre. Ce que nous proposait la classe politique : construction européenne, société de consommation et solidarité sociale, tout cela est remis en cause par les réalités économiques.

Intellectuellement, nous vivons aussi une époque de remise en cause radicale. Peut-être nous faudra-t-il revenir sur les habitudes de pensée qui sont le plus enracinées dans nos raisonnements politico médiatiques, et poser des questions simples. Car les grandes erreurs stratégiques sont toujours des erreurs de bon sens.

Pouvons-nous encore soutenir le libre-échange ?

Une certaine forme de libre-échange est aujourd'hui difficile à soutenir, car c'est un jeu où nous sommes maintenant perdants.

Où allons-nous ? (1)

Écrit par Henri Hude - Mis à jour Vendredi, 14 Octobre 2011 13:43

Depuis les années 90, nous avons conjugué capitalisme financier (mobilité des capitaux et exigence de rendements élevés) avec ouverture des frontières à la concurrence de pays où la main d'œuvre est peu chère. 20 ans après, le pays est désindustrialisé. Les activités productrices de valeur ont déménagé ou ont été créées ailleurs. Ainsi les gains de productivité et les investissements dans la recherche et le développement, qui par nature se font dans l'industrie, ont lieu ailleurs et ne créent pas de croissance dans notre pays.

Il faut être juste et ajouter qu'une telle situation est en partie la conséquence de notre manque de sérieux politique. Nous payons de longues années et d'aveuglement idéologique et de lâcheté dans la gestion. Nous sommes entrés dans le grand bain de la mondialisation sans adapter les structures sociales et administratives du pays. C'est une des raisons de notre non-compétitivité. Cependant, ce n'est pas parce que la tactique a été mal gérée que la stratégie était bonne (capitalisme financier et ouverture des frontières).

D'où une question simple : Est-il souhaitable ou possible de maintenir dans son intégralité une doctrine économique qui, appliquée à un pays qui n'a pas fait le travail d'adaptation nécessaire, provoque chômage et pauvreté sans aucune perspective d'amélioration ? D'où pourrait provenir un sursaut de croissance ? D'un nouvel afflux de crédit ? Les endettements public et privé sont excessifs et l'on parle de besoin de capital pour les banques. D'une démographie qui au mieux stagne ? D'un sursaut de compétitivité ? Alors que les coûts du travail augmentent plus vite chez nous qu'ailleurs.

Si nous continuons dans ce cadre, la situation ne va pas s'améliorer. Mais c'est le cadre des traités actuels, et il ne peut en être autrement en Europe pour l'instant.

C'est l'un des fondements de la construction européenne qui se retourne contre les européens dans certains pays. Et si d'autres pays d'Europe réussissent mieux que nous, c'est en partie en profitant de nos faiblesses qu'ils maintiennent leur croissance, car face aux grands pays émergents, leur compétitivité est comparable. Il faut ajouter que nous n'avons pas le droit de reprocher à nos voisins de bien gérer leurs affaires, même si c'est à nos dépends.

Solidité de nos finances ?

□

Les doutes sur la solvabilité de nombreux Etats occidentaux ne sont qu'une conséquence de la désindustrialisation de ces pays sur les 20 dernières années. Dans des économies qui perdaient progressivement leurs activités créatrices de valeur, les gouvernements ont stimulé artificiellement la croissance et le niveau de vie des populations par des politiques d'argent facile d'un côté de l'Atlantique, par des dépenses publiques de plus en plus importantes de l'autre.

Cela a contribué à créer des bulles immobilières et un surendettement public. L'éclatement des bulles immobilières a provoqué la première crise financière et aggravé l'endettement public. Aujourd'hui, les investisseurs se demandent si les dettes publiques pourront un jour être remboursées.

C'est la seconde crise financière, qui porte en premier lieu sur la dette de certains pays d'Europe du sud. Si ces pays connaissaient des difficultés de refinancement, il est probable que le système financier européen traverserait des difficultés sans précédent, aggravant encore en Europe, la stagnation économique.

Ajoutons que cette question du financement de la dette souveraine se poserait tout aussi douloureusement aux Etats-Unis et en Angleterre, si les banques centrales de ces deux pays ne monétisaient pas massivement leur dette.

Et pourtant, rien de surprenant : vingt années d'arbitrages capitalistiques entre les pays matures et les pays en croissance, arbitrages rendus possibles par la dérégulation financière et l'ouverture des frontières ; vingt années de stimulation artificielle de la consommation par l'endettement public ou privé. C'est ce mécanisme malsain qui arrive à son terme.

La crise de l'Europe n'est pas simplement une crise de la dette, c'est une crise de business model.

Craquements dans la construction européenne □

C'est aussi une crise politique.

Certains dénoncent les mauvaises manières du pouvoir, ses tendances autoritaristes. Mais que cela ne cache pas aux vrais observateurs une grande impuissance des pouvoirs européen et français à appréhender la crise.

Impuissance conceptuelle d'abord. Car les grandes constructions politiques reposent sur une base philosophique, et quand la réalité vient brutalement ébranler l'édifice politique, c'est toute la philosophie qui vacille.

La construction européenne telle que nous l'avons faite est une semi union économique et monétaire qui décide de n'être ni un pouvoir, ni une culture. Cette union incomplète prétendait incarner l'universalisme philosophique et devait dissoudre les nations. Cette union est en train de trembler. Nous avons créé une monnaie sans pouvoir, sans armée, sans peuple et sans légitimité. Une monnaie de spécialistes. Ces spécialistes ont créé une zone monétaire instable, sans mécanismes redistributifs, sans politique d'ensemble et sans solidarité. Où les déséquilibres entre pays ne peuvent que croître et s'exacerber jusqu'à ce qu'ils deviennent atroces et intenable.

Les spécialistes objecteront que si l'on avait suivi leurs recommandations, nous n'en serions pas là. « Dans une zone à monnaie unique, il faut prêter une grande attention aux coûts du travail afin que ceux-ci ne divergent pas selon les pays. Il faut respecter les clauses financières du pacte de stabilité afin de conserver la même qualité de signature souveraine dans toute la zone. » Paroles de raison soutenues avec une vraie continuité et une vraie cohérence intellectuelle. Mais aussi parole prêchée dans le désert.

Pensait-on que des gouvernements démocratiques faibles et asservis à l'irrationnel médiatique allaient s'astreindre à cette rigueur ? À cette hauteur de vue ? Nous savons aujourd'hui que la construction de la zone Euro reposait sur cette hypothèse fautive. Tout simplement.

De Gaulle disait qu' « il n'est pas de politique en dehors des réalités. La réalité, c'est qu'un cadre monétaire plus souple, comme celui qui existait avant l'Euro, convenait. Les pays dont le dialogue socio politique était le moins sérieux compensaient par un peu d'inflation ou un peu de dévaluation le différentiel de compétitivité que créait une gestion trop généreuse envers des revendications irresponsables.